

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars, sauf les résultats par action)

	2003	2002
Revenus	3 398 112 \$	3 457 412 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	3 045 317	3 104 990
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	352 795	352 422
Amortissement des immobilisations	70 889	68 087
Bénéfice d'exploitation	281 906	284 335
Intérêts de la dette à long terme	43 672	53 379
Autres intérêts (note 11)	(1 351)	(801)
Bénéfice, compte non tenu des impôts sur les bénéfices	239 585	231 757
Impôts sur les bénéfices (note 12)	65 857	71 596
Bénéfice net	173 728 \$	160 161 \$
Résultats par action (note 13)		
Bénéfice net		
De base	1,68 \$	1,56 \$
Dilué	1,66 \$	1,54 \$

États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	409 648 \$	271 087 \$
Bénéfice net	173 728	160 161
Dividendes	(36 709)	(21 600)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	546 667 \$	409 648 \$

Bilans consolidés

Aux 31 mars

(en milliers de dollars)

	2003	2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	– \$	4 852 \$
Débiteurs	239 366	272 895
Stocks	392 852	406 621
Impôts à recevoir	24 290	4 288
Actif d'impôts futurs	12 854	13 781
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	18 383	11 078
	687 745	713 515
Placement de portefeuille (note 3)	55 991	55 991
Immobilisations (note 4)	627 841	658 845
Écarts d'acquisition (note 5)	550 630	572 375
Autres éléments d'actif (note 6)	39 618	41 859
Actif d'impôts futurs	8 861	4 090
	1 970 686 \$	2 046 675 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	1 236 \$	– \$
Emprunts bancaires (note 7)	17 592	28 907
Créditeurs et charges à payer	245 188	305 752
Impôts à payer	44 403	17 393
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 8)	110 000	102 555
	418 419	454 607
Dette à long terme (note 8)	411 135	572 570
Avantages sociaux futurs	13 937	12 947
Passif d'impôts futurs	110 691	105 963
	954 182	1 146 087
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9)	464 331	459 822
Surplus d'apport (note 10)	1 475	–
Bénéfices non répartis	546 667	409 648
Écart de conversion de devises étrangères	4 031	31 118
	1 016 504	900 588
	1 970 686 \$	2 046 675 \$

Au nom du conseil

(signé)

Lino Saputo, administrateur

(signé)

Louis A. Tanguay, administrateur

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

2003

2002

Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :

Exploitation

Bénéfice net	173 728 \$	160 161 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	1 475	–
Amortissement	70 889	68 087
Gain sur disposition d'immobilisations	(404)	(845)
Impôts futurs	4 435	17 132
	250 123	244 535
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(26 591)	(44 929)
	223 532	199 606

Investissement

Acquisition d'une usine (note 14)	–	(16 410)
Ajouts aux immobilisations	(70 591)	(63 180)
Produits de disposition d'immobilisations	4 060	3 445
Autres éléments d'actif	3 614	(7 889)
	(62 917)	(84 034)

Financement

Emprunts bancaires	(11 315)	18 264
Remboursement de la dette à long terme	(122 565)	(125 050)
Émission de capital-actions pour une contrepartie en espèces	4 509	8 775
Avantages sociaux futurs	990	1 373
Dividendes	(36 709)	(21 600)
	(165 090)	(118 238)

Diminution de la trésorerie	(4 475)	(2 666)
Incidences des écarts de taux de change	(1 613)	1 224
Encaisse au début de l'exercice	4 852	6 294
(Découvert bancaire) encaisse à la fin de l'exercice	(1 236) \$	4 852 \$

Information complémentaire

Intérêts payés	38 805 \$	51 630 \$
Impôts sur les bénéfices payés	43 079 \$	68 795 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus utilisés du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations et poser des hypothèses telles que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées afin de déterminer le coût des régimes de retraite à prestations déterminées, les obligations au titre des prestations de retraite constituées et l'actif des régimes de retraite qui influent sur les montants déclarés des actifs et passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Saputo Inc. et de toutes ses filiales (la Société). Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur les durées suivantes ou en utilisant les méthodes suivantes :

Bâtisses	15 ans à 40 ans
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	3 ans à 15 ans
Matériel roulant	5 ans à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Impôts sur les bénéfiques

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs d'impôts futurs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur au moment où ces écarts se résorberont.

Constatation des revenus

La Société constate ses revenus, net des incitatifs à la vente, au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients.

Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi.

Écarts d'acquisition

À compter du 1^{er} avril 2001, la Société a adopté prospectivement les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) relativement aux écarts d'acquisition. Les nouvelles normes exigent que les écarts d'acquisition ne soient plus amortis, mais qu'ils soient plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que l'actif pourrait avoir subi une baisse de valeur.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Conversion de devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels au cours des exercices. La dette des établissements canadiens relative au financement des acquisitions d'établissements étrangers autonomes a également été convertie en utilisant les taux de change en date des bilans. L'écart de conversion de devises étrangères, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis. La variation de l'écart de conversion de devises étrangères au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003 résulte de l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers des établissements canadiens libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et dépenses, et le taux de change en date des bilans pour les éléments monétaires d'actif et de passif. Le gain ou la perte sur change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Gain (perte) de change	383 \$	(36) \$

2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Rémunération à base d'actions

La Société a appliqué de façon prospective les recommandations de l'ICCA relatives à la rémunération et autres paiements à base d'actions et ce, à compter du 1^{er} avril 2002. Ces recommandations suggèrent sans toutefois obliger que la méthode de comptabilisation à la juste valeur soit utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. La Société a donc adopté la méthode de la juste valeur pour enregistrer l'octroi des options d'achat d'actions à ses employés. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. La contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions.

Une charge au montant de 1 475 000 \$ (1 310 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice a été comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003.

L'effet de cette charge sur le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action est de 0,013 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2003.

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice a été estimée à 8,98 \$ par option au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	5 %
Durée prévue des options :	7 1/2 ans
Volatilité :	20 %
Taux de dividendes :	1,4 %

Le prix d'exercice de ces options est de 30,35 \$, ce qui correspond au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi.

3. PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

Le 15 juillet 2001, la Société a cédé à Dare Foods ses activités de fabrication et de commercialisation de biscuits, de biscottes et de soupes du secteur produits d'épicerie en contrepartie d'une participation en actions de 21 % au sein de sociétés du groupe Dare Foods.

Le placement a été comptabilisé à la valeur d'acquisition qui correspond à la juste valeur des éléments d'actif cédés, qui s'établissait comme suit à la date de la transaction :

Fonds de roulement	5 542 \$
Immobilisations	25 879
Écarts d'acquisition	24 570
	55 991 \$

La Société a réalisé un gain de 845 000 \$ suite à la cession de ces éléments d'actif.

La Société a reçu un dividende de 2 000 000 \$ (1 050 000 \$ en 2002) sur ce placement. Le montant est compris dans les revenus.

4. IMMIBILISATIONS

	2003			2002
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	33 050 \$	- \$	33 050 \$	34 729 \$
Bâtisses	237 627	48 158	189 469	206 827
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	634 027	233 923	400 104	410 849
Matériel roulant	8 785	3 567	5 218	6 440
	913 489 \$	285 648 \$	627 841 \$	658 845 \$

5. ÉCARTS D'ACQUISITION

	2003			2002		
	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total
Solde au début de l'exercice	407 862 \$	164 513 \$	572 375 \$	403 563 \$	189 083 \$	592 646 \$
Écart de conversion de devises étrangères	(21 745)	-	(21 745)	2 963	-	2 963
Diminution suite à la cession des activités de biscuits, biscottes et soupes (note 3)	-	-	-	-	(24 570)	(24 570)
Ajustement	-	-	-	1 336	-	1 336
Solde à la fin de l'exercice	386 117 \$	164 513 \$	550 630 \$	407 862 \$	164 513 \$	572 375 \$

6. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2003	2002
Actif net au titre de prestations des régimes de retraite	29 553 \$	26 561 \$
Autres	10 065	15 298
	39 618 \$	41 859 \$

7. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts de banque d'un montant maximum d'environ 228 000 000 \$. Ces emprunts de banque sont disponibles en dollars canadiens ou américains et portent intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 0,6 %, ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majoré de 0,55 % jusqu'à un maximum de 1,6 %, dépendamment du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société.

8. DETTE À LONG TERME

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Emprunt à terme bancaire, sous forme d'avances bancaires ou d'acceptations bancaires, remboursable par versements trimestriels variables jusqu'en décembre 2004, portant intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel majoré jusqu'à un maximum de 0,6 % et du taux des acceptations bancaires majoré de 0,55 % jusqu'à un maximum de 1,6 %, dépendamment du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société. Au 31 mars 2003, l'emprunt à terme bancaire est constitué d'avances bancaires de 770 000 \$ et d'acceptations bancaires de 153 100 000 \$ (275 600 000 \$ en 2002)	153 870 \$	276 370 \$
Effets de premier rang		
7,97 %, échéant en novembre 2006 (30 000 000 \$ US)	44 034	47 805
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	249 526	270 895
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	73 390	79 675
Autres emprunts, remboursables par versements annuels variables, échéant en 2008	315	380
	521 135	675 125
Tranche échéant à moins d'un an	110 000	102 555
	411 135 \$	572 570 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2004	110 000 \$
2005	43 919
2006	50
2007	44 034
2008	216
2009 et exercices subséquents	322 916
	521 135 \$

9. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Émis		
103 460 005 actions ordinaires (103 184 447 en 2002)	464 331 \$	459 822 \$

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003, 275 558 actions ordinaires ont été émises pour un montant de 4 509 000 \$ en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, 733 667 actions ordinaires ont été émises pour un montant de 8 775 000 \$ en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 14 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont généralement acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation en fin d'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	Nombre	2003	Nombre	2002
			Prix d'exercice moyen pondéré		Prix d'exercice moyen pondéré
1998	8,50 \$	185 649	8,50 \$	212 718	8,50 \$
1999	de 16,13 à 18,75 \$	298 347	18,29 \$	365 850	18,28 \$
2000	19,70 \$	445 299	19,70 \$	529 230	19,70 \$
2001	13,50 \$	884 116	13,50 \$	1 005 387	13,50 \$
2002	de 19,00 à 23,00 \$	1 060 640	19,12 \$	1 145 782	19,10 \$
2003	30,35 \$	910 893	30,35 \$	–	– \$
		3 784 944	19,99 \$	3 258 967	16,69 \$
Options pouvant être exercées en fin d'exercice		1 188 048	13,44 \$	517 050	16,41 \$

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	Nombre	2003	Nombre	2002
		Prix d'exercice moyen pondéré		Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	3 258 967	16,69 \$	3 301 956	14,64 \$
Options octroyées	934 965	30,35 \$	1 289 058	19,10 \$
Options levées	(275 558)	16,36 \$	(733 667)	11,96 \$
Options annulées	(133 430)	19,40 \$	(598 380)	16,34 \$
Solde à la fin de l'exercice	3 784 944	19,99 \$	3 258 967	16,69 \$

De plus, 1 336 396 options visant l'achat d'actions ordinaires à un prix de 22,50 \$ ont été octroyées en date du 1^{er} avril 2003.

10. SURPLUS D'APPORT

Surplus d'apport résultant de la comptabilisation
de la rémunération à base d'actions

1 475 \$

11. AUTRES INTÉRÊTS

	2003	2002
Frais	726 \$	894 \$
Revenus	(2 077)	(1 695)
	(1 351) \$	(801) \$

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2003	2002
Impôts exigibles	61 422 \$	54 464 \$
Impôts futurs	4 435	17 132
	65 857 \$	71 596 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2003	2002
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	83 200 \$	85 520 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Crédit d'impôt pour bénéfices de fabrication et transformation	(7 246)	(10 084)
Dividendes non imposables du placement de portefeuille	(791)	(388)
Écart du taux d'imposition de filiales américaines	612	1 282
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(2 728)	(387)
Autres éléments	(7 190)	(4 347)
Charges d'impôts sur les bénéfices	65 857 \$	71 596 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2003	2002
Actif d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	5 496 \$	9 560 \$
Pertes reportables	4 570	6 579
Autres	4 879	2 775
	14 945 \$	18 914 \$
Passif d'impôts futurs		
Immobilisations	92 064 \$	88 018 \$
Actif net de régimes de retraite	4 999	9 209
Autres éléments d'actif	557	1 944
Placement de portefeuille	6 301	7 835
	103 921 \$	107 006 \$

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (suite)

Présentés dans les états financiers consolidés à titre de :

Actif d'impôts futurs à court terme	12 854 \$	13 781 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	8 861	4 090
Passif d'impôts futurs à long terme	(110 691)	(105 963)
Passif d'impôts futurs - net	88 976 \$	88 092 \$

13. RÉSULTATS PAR ACTION

Le bénéfice de base par action a été calculé en utilisant la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation au cours de chacun des exercices, soit 103 380 203 actions en 2003 et 102 793 390 en 2002.

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 a été calculé en utilisant 104 454 043 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2003 (103 380 203 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (1 073 840 actions).

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2002 a été calculé en utilisant 103 712 252 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2002 (102 793 390 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (918 862 actions).

Les résultats par action sont calculés nets des impôts sur les bénéfices.

14. ACQUISITION D'UNE USINE

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la Société a acquis une usine de production de fromages située aux États-Unis pour une contrepartie en espèces de 16 410 000 \$. La valeur attribuée aux éléments d'actif net acquis est de 14 059 000 \$ pour les immobilisations et de 2 351 000 \$ pour le fonds de roulement.

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que certains avantages (autres régimes) comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

Les dispositions des régimes à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années de service et soit le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire carrière. Certaines dispositions des régimes à prestations déterminées prévoient qu'une partie des cotisations sera assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établie suivant les conseils d'actuaire indépendants.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle ouvrant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions canadiennes et étrangères, de fonds communs ainsi que de titres à revenus fixes.

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX (suite)

Situation financière des régimes

	2003		2002	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	163 003 \$	- \$	192 470 \$	- \$
Acquisitions au cours de l'exercice	893	-	854	-
Rendement de l'actif des régimes	(9 709)	-	(5 333)	-
Cotisations de l'employeur	698	777	514	809
Cotisations des employés	1 129	71	1 509	-
Prestations versées	(13 684)	(848)	(14 464)	(809)
Scission de régimes	-	-	(12 557)	-
(Perte) gain à la conversion de devises	(185)	-	10	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	142 145	-	163 003	-
Évolution des obligations découlant des régimes				
Obligations découlant des régimes au début de l'exercice	154 735	19 175	166 430	18 695
Acquisitions au cours de l'exercice	893	-	727	-
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4 125	799	4 937	784
Frais d'intérêts	10 008	276	10 430	1 332
Prestations versées	(13 684)	(848)	(14 464)	(809)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(940)	1 281	(1 121)	77
Modifications des régimes et scission	-	-	(12 225)	(904)
(Gain) perte à la conversion de devises	(247)	-	21	-
Obligations découlant des régimes à la fin de l'exercice	154 890	20 683	154 735	19 175
Excédent (passif)	(12 745)	(20 683)	8 268	(19 175)
Pertes actuarielles non amorties	55 715	2 610	33 138	1 749
Coût non amorti des services passés	802	(456)	895	(572)
Perte à la conversion de devises	(1 146)	-	(1 277)	-
Obligation transitoire non amortie	(13 370)	4 592	(14 526)	5 051
Actif (passif) au titre des prestations constituées intérimaire	29 256	(13 937)	26 498	(12 947)
Cotisations de l'employeur entre la date de mesure et la fin de l'exercice	297	-	63	-
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	29 553 \$	(13 937) \$	26 561 \$	(12 947) \$

L'actif net est regroupé avec les autres éléments d'actif au bilan (note 6).

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX (suite)

	2003		2002	
	Régimes de Retraite	Autres Régimes	Régimes de Retraite	Autres Régimes
Charge au titre des régimes d'avantages sociaux				
Régimes à prestations déterminées				
Coût pour l'employeur des services rendus au cours de l'exercice	3 025 \$	694 \$	3 428 \$	784 \$
Intérêts débiteurs	10 058	1 341	10 201	1 205
Rendement prévu des actifs	(14 010)	-	(14 842)	-
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 155)	460	(1 230)	467
Amortissement du coût des services passés	89	37	28	(19)
Amortissement du gain actuariel	70	(13)	45	(538)
Provision pour moins-value	67	-	-	-
	(1 856)	2 519	(2 370)	1 899
Régimes à cotisations déterminées				
	8 531	-	7 191	-
	6 675 \$	2 519 \$	4 821 \$	1 899 \$
Moyenne pondérée des hypothèses				
Taux d'actualisation des obligations	6,75 %	6,75 %	6,75 %	7,00 %
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	7,90 %	S/O	8,00 %	S/O
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts reliés à l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires a été fixé entre 5,5 % et 12 % pour l'exercice 2004 et selon les hypothèses retenues, ces taux devraient diminuer graduellement pour atteindre 5,7 % en 2009 et demeurer à ce niveau par la suite.

16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et des véhicules. Les loyers minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2004	9 814 \$
2005	8 337
2006	6 689
2007	5 175
2008	8 883
	38 898 \$

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de l'exercice de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence significative sur ses résultats ou sa situation financière.

De temps à autre, la Société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et des contrats de location et dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, lesquelles ententes, de par leur nature, peuvent fournir des indemnités à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des ruptures de représentation et des garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains éléments de passif, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces indemnités sont de durées variées. Étant donné la nature de ces indemnités, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser conformément à ces ententes.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES

a) **Juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, du découvert bancaire, des emprunts bancaires et des crédateurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée en actualisant les flux de trésorerie prévus en utilisant des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, totalise 604 385 000 \$ (697 138 000 \$ en 2002).

b) **Risque de crédit**

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers consolidés tiennent compte des provisions pour pertes. La Société n'a pas de concentration de crédit.

c) **Risque lié aux taux d'intérêt**

Les facilités de crédit à court terme ainsi que les emprunts bancaires à long terme de la Société portent intérêts à des taux variables.

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. Au 31 mars 2003, la Société s'était engagée en vertu d'un contrat de swap de taux d'intérêt à un taux de 5,08 % couvrant 75 937 500 \$ de dettes à long terme, échéant en décembre 2004. En date du 31 mars 2003, un paiement de 1 089 740 \$ serait nécessaire pour régler ce contrat.

d) **Risque de change**

Dans le cadre de ses opérations canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises étrangères. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change et conclut à l'occasion certains contrats de change. Les contrats de change en cours en date du bilan sont négligeables.

La Société réalise approximativement 36 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis et est donc exposée à la fluctuation de devises.

Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection naturelle contre le risque de change lié aux dettes exprimées en dollars américains.

e) **Risque de prix de marchandises**

La Société conclut à l'occasion certains contrats à terme pour se protéger des fluctuations de prix de certaines marchandises. Les contrats en vigueur en date du bilan sont négligeables.

18. INFORMATION SECTORIELLE

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromages et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada et aux États-Unis.

Le secteur des produits d'épicerie représente exclusivement, depuis le 15 juillet 2001, les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. Antérieurement, les produits de ce secteur se divisaient en quatre catégories, soit les petits gâteaux, les biscuits, les biscottes et les soupes. Les activités de fabrication et de commercialisation de biscuits, biscottes et soupes ont été cédées le 15 juillet 2001 (voir la note 3). L'actif total du secteur des produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont administrés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

18. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information par secteur d'activité

	2003			2002		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Revenus						
Produits laitiers	2 017 383 \$	1 212 810 \$	3 230 193 \$	1 987 486 \$	1 282 555 \$	3 270 041 \$
Produits d'épicerie	167 919	-	167 919	187 371	-	187 371
	2 185 302 \$	1 212 810 \$	3 398 112 \$	2 174 857 \$	1 282 555 \$	3 457 412 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	200 621 \$	120 484 \$	321 105 \$	183 054 \$	133 996 \$	317 050 \$
Produits d'épicerie	33 165	-	33 165	35 372	-	35 372
Charge relative à la rémunération à base d'actions	(1 060)	(415)	(1 475)	-	-	-
	232 726 \$	120 069 \$	352 795 \$	218 426 \$	133 996 \$	352 422 \$
Amortissement des immobilisations						
Produits laitiers	29 697 \$	35 704 \$	65 401 \$	27 970 \$	33 607 \$	61 577 \$
Produits d'épicerie	5 488	-	5 488	6 510	-	6 510
	35 185 \$	35 704 \$	70 889 \$	34 480 \$	33 607 \$	68 087 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	170 924 \$	84 780 \$	255 704 \$	155 084 \$	100 389 \$	255 473 \$
Produits d'épicerie	27 677	-	27 677	28 862	-	28 862
Charge relative à la rémunération à base d'actions	(1 060)	(415)	(1 475)	-	-	-
	197 541 \$	84 365 \$	281 906	183 946 \$	100 389 \$	284 335 \$
Intérêts			42 321			52 578
Bénéfice compte non tenu des impôts sur les bénéfices			239 585			231 757
Impôts sur les bénéfices			65 857			71 596
Bénéfice net			173 728 \$			160 161 \$

18. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2003			2002		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Éléments d'actif						
Produits laitiers	861 176 \$	824 759 \$	1 685 935 \$	821 888 \$	936 334 \$	1 758 222 \$
Produits d'épicerie	284 751	-	284 751	288 453	-	288 453
	1 145 927 \$	824 759 \$	1 970 686 \$	1 110 341 \$	936 334 \$	2 046 675 \$
Immobilisations à la valeur nette						
Produits laitiers	276 036 \$	312 164 \$	588 200 \$	264 482 \$	353 572 \$	618 054 \$
Produits d'épicerie	39 641	-	39 641	40 791	-	40 791
	315 677 \$	312 164 \$	627 841 \$	305 273 \$	353 572 \$	658 845 \$
Ajouts aux immobilisations						
Produits laitiers	42 694 \$	22 080 \$	64 774 \$	35 348 \$	25 364 \$	60 712 \$
Produits d'épicerie	5 817	-	5 817	2 468	-	2 468
	48 511 \$	22 080 \$	70 591 \$	37 816 \$	25 364 \$	63 180 \$
Écarts d'acquisition						
Produits laitiers	132 698 \$	253 419 \$	386 117 \$	134 552 \$	273 310 \$	407 862 \$
Produits d'épicerie	164 513	-	164 513	164 513	-	164 513
	297 211 \$	253 419 \$	550 630 \$	299 065 \$	273 310 \$	572 375 \$

19. CHIFFRES CORRESPONDANTS

La classification de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée afin de le rendre comparable à la présentation adoptée au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003.